

## **AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE LATINE**

Les États d'Amérique latine ont fait, au cours des années 80, le choix du libéralisme économique, de l'ouverture commerciale et du développement industriel. Dans ce contexte l'agriculture à surtout été un instrument, parmi d'autres, de conquête des marchés internationaux. Dans plusieurs États, la résurgence des conflits agraires liés à l'inégale distribution des terres signale pourtant la permanence d'un grave malaise; les paysans restent au coeur de la question du développement sur ce continent que les indicateurs placent en position intermédiaire entre « Nord » et « Sud ».

### **Problématiques :**

- Quels sont les caractères spécifiques de l'Amérique latine au plan agraire et agricole ?
- Les réformes agraires, une solution aux problèmes du développement en Amérique latine ?
- La question du développement se réduit-elle à l'opposition entre agriculture capitaliste tournée vers les marchés extérieurs et agriculture vivrière ?

## **I. HISTOIRE ET NATURE, DEUX MEMOIRES COMPLEXES**

### 1. L'héritage historique

-Des traditions agricoles séculaires

Les civilisations amérindiennes, très cloisonnées, occupaient de façon inégale l'espace américain. Les basses terres, sans doute peu peuplées, ne devaient connaître que le nomadisme des chasseurs-cueilleurs, dans la future pampa argentine comme en Amazonie. Au contraire, les hautes terres, plateau mexicain ou cordillère des Andes, étaient exploitées par des populations rurales nombreuses (20 à 50 hab./km<sup>2</sup>).

Il n'y avait pas de propriété privée, mais les princes se réservaient les produits d'une partie des terres. L'exploitation était collective. Les communautés villageoises, très solidaires, produisaient suffisamment pour se nourrir et dégager les surplus nécessaires aux autres catégories de la population. Elles participaient aux corvées pour les travaux exigés par les princes qui redistribuaient les surplus et géraient les infrastructures : routes, maîtrise de l'eau.

En Amérique centrale les productions agricoles étaient essentiellement le maïs, la courge et le haricot. En Amérique andine les communautés avaient su se créer des domaines étagés en altitude, élargissant leurs possibilités productives : maïs, haricot, coton, coca, mais aussi de nombreuses variétés de pommes de terre et sur les plus hautes terres l'élevage du lama. C'est ce modèle d'agriculture efficace que découvrirent les premiers conquistadores.

-La colonisation européenne, des effets destructeurs

L'arrivée des Espagnols et des Portugais, et la brutalité de la conquête, au XVI<sup>e</sup> siècle, qu'elle soit volontaire (la réduction en « esclavage » des Indiens, puis l'arrivée des Noirs déportés d'Afrique) ou involontaire (épidémie de variole, de typhus...) désorganisa à peu près complètement les structures économiques et en particulier la production agricole.

Assez vite, le système des plantations succéda à la cueillette sauvage en occupant les grands espaces laissés libres par la disparition des empires. L'Europe était prête à acheter des produits exotiques dont la culture fut alors imposée à des régions entières. Au Brésil ce fut le cas de la canne à sucre, puis du coton, du café, du cacao et du caoutchouc. Partout ailleurs les colons réduisirent ou firent disparaître à leur profit les espaces communautaires des collectivités indiennes décimées.

-De nouvelles structures agraires très inégalitaires et inefficaces

Le système des plantations et les grands domaines d'élevage en Argentine, au Brésil ou au Mexique ont survécu à l'indépendance des États, acquise au XIX<sup>e</sup> siècle. Les propriétés

collectives indiennes ont été interdites au Mexique, très fortement taxées en Bolivie au profit des grands propriétaires qui ont souvent acheté la terre à bas prix.

Dans le même temps la population augmentait considérablement et les progrès techniques permettaient aux propriétaires de grands domaines de renvoyer une partie de la main-d'oeuvre.

L'Amérique latine est ainsi passée, en quatre siècles, de civilisations agraires autarciques et efficaces, centrées sur les montagnes, à l'exploitation des basses terres, au profit de grands propriétaires. Ce faisant, on a plus tenu compte des opportunités offertes par la nature que de sa fragilité ou de ses contraintes.

## 2. Le poids des conditions naturelles

- Une nature apparemment généreuse

La plus grande partie des terres d'Amérique latine est située entre les Tropiques et reçoit plus de un mètre de pluie par an. L'amplitude thermique est faible:  $1^{\circ}$  à  $-5^{\circ}$  entre les Tropiques,  $10^{\circ}$  à  $15^{\circ}$  au centre de l'Argentine. Le climat tropical humide ou équatorial est le domaine naturel de la forêt, plus ou moins dense. Dès qu'on s'éloigne, au nord (Mexique) ou au sud (Argentine) on rencontre la prairie, sèche ou humide, propice aux élevages. Le sud du continent connaît des conditions de climat tempéré, méditerranéen ou froid.

Les versants de montagnes, depuis les basses terres humides et chaudes, jusqu'aux pentes tempérées ou froides permettent l'étagement de cultures variées. La direction presque nord-sud de la cordillère des Andes entraîne une ample circulation des masses d'air et explique qu'on trouve peu de déserts aux latitudes où on les rencontre habituellement sur les autres continents.

La variété de ces conditions climatiques autorise une gamme très large de plantes cultivées, tropicales ou tempérées, qu'elles soient originaires du Nouveau Monde ou qu'elles aient été introduites après la colonisation. Pour les plantes tempérées, fruits en particulier, la production a lieu en contre saison de l'hémisphère Nord, ce qui ouvre d'importants débouchés en Amérique du Nord ou en Europe.

- Des excès fréquents et imprévisibles

Les fréquents tremblements de terre, dramatiques pour les villes et villages, n'ont pas de conséquences sur la végétation; en revanche le volcanisme, particulièrement actif le long de la cordillère des Andes, mais aussi au Mexique et dans les Caraïbes, entraîne des catastrophes écologiques et humaines. Les éruptions constituent un risque majeur pour les agriculteurs attirés par la fertilité des zones volcaniques, leur altitude et leurs microclimats (*Nevado del Ruiz* en Colombie par exemple).

Les climats, en particulier dans les nombreuses zones de transition (climat pas clairement déterminé, fréquent en Amérique du Sud où l'imbrication climatique est fréquente), réservent de mauvaises surprises : le long des côtes du Chili, des « gouttes froides » peuvent détruire les récoltes des plaines dont le climat est plutôt méditerranéen. La rareté, ou la surabondance et la brutalité des pluies constituent des menaces pour l'agriculture. Les ouragans et les cyclones peuvent en quelques heures anéantir les récoltes d'une année, par la violence des vents et les pluies diluviennes (jusqu'à 2 400 mm en quatre jours à la Jamaïque). Le plus connu de ces phénomènes climatiques catastrophiques est l'arrivée, encore inexplicquée et à intervalles irréguliers, d'*El Nino* (l'Enfant-Jésus), une énorme remontée d'eau chaude vers le Pérou.

-Des éléments de fragilité

Malgré son apparence luxuriante la forêt équatoriale ou tropicale se reconstitue mal, ou pas du tout après défrichement. Les sols minces qui perdent la protection des arbres sont enlevés par les pluies. En Amazonie, qui paraît constituer une réserve d'espace agricole, la

progression des fronts de défrichement (de 1980 à 2000 la forêt amazonienne passerait de 590 à 283 millions d'hectares) laisse derrière elle un milieu très appauvri.

Les plantations, par la répétition des mêmes productions épuisent les sols; ainsi le café dont le premier domaine était la région de São Paulo a dû glisser vers le nord et vers le sud et a cédé sa place au soja, à la canne à sucre et aux agrumes.

Le territoire brésilien résume bien la variété des conditions naturelles et leurs contraintes : la forêt, comme les zones de prairies, souffre d'une surexploitation qui au nom d'une rentabilité à court terme, utilise des techniques mal adaptées aux contraintes du milieu.

### 3. de la colonisation au mal-développement

#### -Le poids de l'agriculture de plantation

Héritée des formes coloniales, la plantation était une entreprise à risque ceux du marché auxquels elle a dû en permanence s'adapter, comme ceux, accentués du fait de la monoculture, liés aux aléas climatiques. Certaines cultures de plantations ont nécessité des installations de transformation ; c'est le cas de la canne à sucre qui perd rapidement sa concentration en sucre après récolte et doit être traitée à proximité dans les moulins à sucre, devenus de véritables usines. Grosses consommatrices de capitaux elles sont parfois passées sous la coupe de multinationales. La United-Fruit (Chiquita) - née de la fusion en 1889 d'une compagnie ferroviaire qui avait besoin de fret et d'une société qui avait créé ses propres plantations au Costa Rica - symbolise à la fois la puissance de ces firmes et leur rôle dans le développement des infrastructures. L'organisation de l'espace rural dépendait en effet de la distance au marché: près des côtes les plantations, plus loin l'agriculture vivrière, puis l'élevage et enfin des régions peu ou pas exploitées.

#### -Des structures foncières inégalitaires

Même si sur le terrain les situations étaient plus nuancées l'image de l'Amérique latine était souvent réduite à l'opposition entre la plantation moderne, performante, intégrée au commerce international et le paysan sans terre, spolié par la colonisation puis par les grandes multinationales.

La grande propriété (latifundio) n'avait parfois pour objectif que le pouvoir du latifundiste, qui tenait sous son autorité plus ou moins paternaliste des ouvriers agricoles endettés dans la boutique du domaine, gratifiés d'un minimum de terres prêtées pour quelques cultures vivrières : cas des propriétaires d'immenses estancias dans la pampa argentine ou des « coronels » du Nordeste brésilien qui ne se préoccupaient pas de productivité.

Par ailleurs, la poussée démographique du XXe siècle avait rendu la « faim de terre » beaucoup plus criante. Les microfundios n'offraient, au plus grand nombre, que 10 % des terres en moyenne.

Cela explique l'exode rural, dont une des conséquences a été de déplacer une partie des problèmes sociaux des campagnes vers les bidonvilles périurbains. La concentration et la visibilité de ces problèmes « urbains » a souvent occulté l'abandon social et économique dans lequel ont été laissés les espaces ruraux, malgré les explosions de violences récurrentes.

#### -Au milieu du XXe siècle, une situation inquiétante

La grande propriété a souvent pratiqué un gaspillage du sol et la petite propriété ne donnait ni assez de travail ni assez de revenu à son propriétaire. Quant aux paysans sans terre, ils pouvaient sortir d'une résignation supposée séculaire pour se révolter brutalement comme dans le Nordeste brésilien décrit par le cinéaste Glauber Rocha, ou pour aller grossir des villes déjà surpeuplées. Les révoltes paysannes, spontanées et limitées, récupérées ou suscitées par des idéologies révolutionnaires (comme au Mexique ou en Bolivie) naissent aussi des sentiments de spoliation éprouvés par les indigènes auxquels la colonisation a enlevé tradition, dignité et terres pour ne leur laisser souvent que des marges montagneuses ou semidésertiques.

Contre ces risques économiques et sociaux les théoriciens du développement proposaient des solutions. La plus importante était la réforme agraire, accompagnée, ou précédée de la révolution verte. Mais, dès l'origine, elle apparaissait plutôt comme le complément, indispensable il est vrai, du développement industriel qui, seul, pouvait permettre de sortir de l'échange inégal.

## **II. LES REFORMES AGRAIRES, DES ESPOIRS DECUS**

### 1. Un laboratoire pour les réformes agraires

-Le Mexique, un précurseur

En 1915, le Mexique fut le premier à entreprendre une réforme agraire et inscrivit ses objectifs dans la Constitution de 1917.

De 1915 à 1990, 101 millions d'hectares ont été distribués à des communautés paysannes (*ejidos*) en usufruit. En 1990, ce type de propriété concernait 64 % des terres cultivées, le reste demeurant en propriété privée. Les limites fixées pour les dimensions de la propriété privée (100 hectares en terre irriguée) devaient éviter la reconstitution de grands domaines, tandis que les *ejidos* rappelaient les pratiques communautaires ancestrales.

Cuba, après la révolution de 1959, s'inspira en partie de ce modèle. À cette date moins de 3 000 propriétaires possédaient 70 % des terres agricoles, dont une grande partie appartenait à des compagnies sucrières des États-Unis. La réforme ne supprima pas les grands domaines (1300 hectares autorisés pour les exploitations très productives) mais fixa une limite inférieure individuelle (27 ha) pour éviter les microfundios ; enfin 44 % des terres expropriées devenaient propriété d'État.

-réforme agraire, pour éviter la révolution

En 1961 sous la pression des États-Unis, inquiets du succès de la révolution cubaine, les pays d'Amérique latine signent à Punta del Este la Charte de l'alliance pour le progrès qui recommande une réforme agraire intégrale... « la transformation effective des structures injustes de propriété et d'exploitation de la terre ». Prendre l'initiative de ces réformes c'était éviter la contagion révolutionnaire. On espérait le développement d'une paysannerie moyenne, nouveau marché de consommation, tandis que les grands propriétaires justement indemnisés placeraient leur capital dans la production industrielle.

Le Chili adopte en 1962 une première loi de réforme agraire, qui démarre d'abord lentement (28 000 familles installées en 1972 alors que 100 000 étaient prévues) puis s'accélère sous la présidence de Salvador Allende : en 1972 il n'y avait à peu près plus de grandes propriétés. Le Brésil promulgue en 1964, dès le coup d'État des militaires, un statut de la terre plein d'apparentes bonnes intentions mais qui ne fut jamais appliqué.

Au Pérou, la réforme entamée en 1964 se radicalise à partir de 1969 : les grandes plantations (cane à sucre, coton) de la région littorale sont transformées en entreprises autogérées par les ouvriers agricoles sous contrôle de l'État.

- De nombreuses difficultés

Elles viennent de la résistance des grands propriétaires comme au Brésil, mais aussi de l'impossibilité de donner suffisamment de terres à tous ceux qui en ont besoin. L'Amérique latine a dépassé la période de transition démographique, mais la proportion de ruraux est encore très forte: 23 % au Brésil, 25 % au Costa Rica, 31 % en Équateur, 32 % à Cuba, 50 % au Guatemala, plus de 65 % à Haïti... La réduction des inégalités ne dépend pas seulement de la propriété foncière, et l'on s'aperçoit que tous les problèmes sont imbriqués ; l'efficacité économique est une nécessité mais elle dépend aussi des sources de financement, de l'éducation, des infrastructures et plus largement des marchés. Ainsi au Pérou la réforme agraire a tout à la fois permis la croissance des cultures vivrières et

provoqué un recul des investissements productifs et un déficit croissant des exploitations coopératives.

## 2. L'échec des réformes agraires

### -Un constat dramatique

Au milieu des années 80, le constat d'échec des politiques de développement est flagrant, dans les campagnes tout autant que dans les villes, dans beaucoup de pays d'Amérique latine les niveaux de vie régressent. La révolution verte n'a pas eu l'efficacité escomptée, elle a parfois contribué à la régression des cultures vivrières au profit des cultures d'exportation. Au Mexique, le maïs blanc traditionnel est remplacé par le maïs jaune, moins nutritif, venu des États-Unis. Les grands projets d'aménagement du territoire qui permettaient d'espérer l'extension des terres cultivées n'ont pas vraiment réussi ; pour des raisons écologiques comme l'appauvrissement rapide des terres en Amazonie, ou socio-politiques : l'exode rural a entraîné en ville une population qui jusque-là vivait misérablement à la campagne et les problèmes sociaux urbains ont occulté ceux des ruraux.

### -L'abandon des réformes agraires

Alors qu'on avait pensé qu'elles seraient un des moteurs du décollage social et économique, elles n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Les énormes investissements nécessaires apparaissent comme du gaspillage ; la vague libérale désengage les États, ouvre les marchés aux produits agricoles subventionnés venus des pays industriels et détourne les capitaux vers la spéculation ou des investissements plus rapidement rentables.

Dès 1973, le gouvernement du général Pinochet entreprend au Chili une « contre-réforme agraire » qui favorise les exploitations rentables sans toutefois reconstituer les grandes propriétés. En 1980, le Pérou autorise la privatisation des domaines issus de la réforme de 1969 et s'engage dans un nouveau morcellement foncier, les paysans des coopératives reçoivent des lots de 2 à 4 hectares de terres irriguées. En 1991, l'État péruvien autorise les sociétés anonymes à être propriétaires. En 1985, au Brésil, le retour à la démocratie entraîne l'adoption d'une réforme agraire qui se heurte vite à la très puissante Union démocratique rurale, association de grands propriétaires fonciers. En 1992, le Mexique supprime, dans sa Constitution, le droit pour chaque Mexicain de recevoir l'usufruit d'une parcelle *d'ejido*.

### -La persistance des problèmes

Au Mexique, par exemple, l'échec est écologique (l'érosion touche 80 % des terroirs), social (le revenu des paysans n'atteint pas la moitié du minimum officiel) et économique (les importations agroalimentaires dépassent en valeur les exportations d'hydrocarbures). Plus généralement dans tous les pays d'Amérique latine à l'exception du Venezuela qui en compte, il est vrai, moins de 10 %, les ruraux, et en particulier les Indiens, sont deux fois plus touchés par la pauvreté que les citadins.

Ces différents problèmes expliquent la persistance ou la réactivation de la guérilla. C'est (c'était ?) le cas en Colombie où plusieurs mouvements subsistent dont certains ont probablement des liens avec les narco-trafiquants du Pérou (Sentier Lumineux et Tupac Amaru). Au Mexique où coexistent l'Armée zapatiste de libération nationale et l'Armée populaire révolutionnaire. En janvier 1997, au Salvador, des soldats démobilisés ont pris des centaines de personnes en otage pour obtenir des terres. En juin 1996, des Indiens viennent de Guyane à Paris demander qu'on leur reconnaisse le droit à la terre. Depuis le début des années 2000 ce sont les altermondialistes qui prennent le relais. Dans les années 60, les réformes agraires constituaient davantage une mesure politique qu'une solution

pour développer le monde rural. L'intégration même relative, dans les circuits commerciaux planétaires, quels qu'ils soient, rend leur efficacité encore plus aléatoire. Le développement des campagnes dépend trop de facteurs pour qu'un seul d'entre eux suffisent à résoudre tous les problèmes.

### 3. De nouvelles dépendances

-L'intégration de la production au marché mondial

C'est le cas du sucre, du café, du cacao, des bananes et de la viande en Argentine et au Brésil. Dans les années 70 les produits de l'agriculture représentaient jusqu'à 42 % de la valeur totale des exportations de l'Amérique latine. Aujourd'hui, ces pays réalisent globalement 10 % des exportations mondiales de produits agricoles, soit 77 % des bananes, 52 % du café, 45 % du sucre et seulement 12 % du maïs. S'y ajoute le soja développé au moment où la demande de tourteaux pour l'alimentation animale était en forte augmentation. Les fruits et légumes, en particulier cultivés dans les zones tempérées (Chili, Argentine), bénéficient des marchés hivernaux dans les pays de l'hémisphère Nord. Le Mexique profite de l'effet de proximité avec les États-Unis et de l'avantage comparatif issu du faible coût de la main-d'œuvre, pour vendre sur le marché mondial tomates, aubergines, avocats ou papayes. La Colombie est devenue, depuis les années 60 le second exportateur mondial de fleurs mais sa part n'est que de 10 % contre 59 % pour les Pays-Bas.

- Une faible maîtrise des marchés et des cours

Les États d'Amérique latine ne maîtrisent pas plus les marchés que ne le faisaient, il y a plusieurs siècles, les colonies dont ils sont issus. L'avantage comparatif est loin d'être toujours au profit des pays du Sud. Pour reprendre l'exemple mexicain les pastèques, l'oignon où le brocoli y sont produits plus cher qu'aux États-Unis, débouché le plus proche, et n'y trouvent donc pas de marché. La puissance des agricultures nord-américaines ou européennes est d'autant plus grande que la plupart des pays d'Amérique latine sont désormais contraints d'acheter une partie importante de leurs produits alimentaires. Au Mexique, les importations de céréales ont quadruplé en valeur depuis 10 ans.

Les hausses de prix viennent souvent de « bulles » spéculatives qui durent peu (café) ou d'accidents climatiques - si l'on ose dire, bienvenus - se produisant dans les pays concurrents ou eux-mêmes producteurs: gelées au Brésil (café), sécheresse (coton) ou inondations (céréales).

-Des efforts d'organisation

L'exemple le plus positif est celui du café ; 1924 vit une première tentative d'organisation du marché, mais c'est en 1962 que naquit l'Organisation internationale du café. Le Brésil, premier producteur mondial y joue un rôle prépondérant, surtout quand il s'associe, ce qui n'est pas toujours le cas, aux cinq autres producteurs latino-américains (Colombie, Salvador, Nicaragua, Costa Rica et Honduras). Mais l'Organisation ne contrôle pas réellement les achats qui sont le fait de grands trusts internationaux. D'autres efforts pour limiter la production n'ont pas abouti : cacao et sucre en 1961, caoutchouc en 1982. Ils se heurtent au problème du coût du stockage et à la concurrence des pays non signataires. Les organisations économiques du continent, Alena (accord de libre échange nord-américain), Mercosur (Marché commun de l'Amérique du Sud), ou plus lointaines comme l'Union européenne, sont d'autant moins efficaces que l'agriculture n'est pas leur préoccupation majeure et que l'OMC (Organisation mondiale du commerce) donne souvent raison aux multinationales en s'appuyant parfois sur les intérêts antagonistes des producteurs. Le choix des cultures d'exportations a probablement poussé à abandonner les réformes agraires, jugées inefficaces économiquement, tandis que l'urbanisation galopante diminuait le nombre et le pouvoir de pression des ruraux, faisant passer au premier plan les crises urbaines.

### III. LES DYNAMIQUES CONTRADICTOIRES DE L'ESPACE

#### 1. «La modernisation conservatrice »

- L'expansion des espaces agricoles

Il ne s'agit pas d'un fait vraiment nouveau : au XIXe siècle on parlait de « frontière » agricole, de conquête du désert au Chili, de front pionnier du café au Brésil et dès 1930 le Mexique a cherché à élargir son espace agricole utile par l'irrigation au nord et l'éradication de la malaria dans les terres basses du golfe du Mexique.

Actuellement tous les pays se sont lancés dans l'exploitation agricole d'espaces jusque-là répulsifs. Les pays andins utilisent leurs basses terres orientales : le Pérou a construit dans ce but une « route marginale de la forêt » et la Bolivie appuie l'essor économique de la région de Santa Cruz, entre les Andes et le Paraguay. Le meilleur exemple reste l'Amazonie dont la mise en valeur s'est accélérée depuis 1970 : les gouvernements cherchaient un moyen de résoudre la crise agraire du Nordeste, le problème des paysans sans terre, sans s'attaquer aux grands propriétaires : « que les hommes sans terre aillent sur la terre sans hommes » (général président Medici). Mais rapidement la colonisation privée l'a emporté. Les grandes superficies cédées aux firmes multinationales n'ont pas donné assez de travail et les paysans sans titre, les posseiros s'installent sur un front pionnier spontané. Les propriétaires légaux, ou des usurpateurs, les expulsent souvent par la violence et installent du bétail sur les terres défrichées.

-De nouvelles utilisations du sol

Le Mexique s'efforce de remplacer les céréales qui ne sont pas compétitives, par l'horticulture, l'arachide, les agrumes. Le Chili est devenu exportateur de fruits et légumes. Le Brésil a arraché les caféiers de la région de São Paulo et du Paraná pour les remplacer par du soja, de ce fait le Minas Gerais est devenu le premier État producteur de café. Le Brésil est le second producteur mondial de soja, mais aussi d'oranges (production multipliée par 5 en 30 ans) et de cacao. Le Sud du pays a développé l'élevage industriel du poulet, rendant cette viande accessible aux plus pauvres. Enfin autour des villes, des ceintures maraîchères, surtout mises en valeur par des femmes, se sont développées, profitant de l'absence de frais de transport et de stockage.

-La domination des complexes agroalimentaires

Le développement et la modernisation de l'agriculture nécessitent des investissements importants, infrastructures pour l'irrigation, le transport et le stockage. C'est le prix à payer pour une intégration dans les circuits commerciaux planétaires. Il s'agit de s'insérer dans les filières de production des grandes multinationales agroalimentaires ou du moins dans celles des grandes entreprises nationales, quand elles existent.

Le capital nord-américain maîtrise, par exemple, la production de la banane par la propriété directe de la terre. De plus en plus souvent, on peut parler d'agro-maquiladora (extension du mot maquiladora) : au Mexique. Le pays fournit la terre et la main-d'œuvre, les États-Unis le capital et la garantie d'achat de la production. Au Brésil, c'est un groupe financier de São Paulo (Itamaraty) qui possède les terres à soja du Mato Grosso do Sul. Même les exploitations plus modestes, ou familiales dépendent, comme les fermiers d'Amérique du Nord, des firmes fournissant les intrants ou contrôlant les débouchés, telles les petites entreprises d'arboriculture du Chili.

Cette profonde transformation de l'outil de production est loin de modifier positivement les rapports sociaux, en ce sens on peut dire qu'elle est « conservatrice ».

## 2. Les mutations de la société rurale

### -Le fardeau de la ruralité

Les pesanteurs de la ruralité se signalent d'abord par le nombre des paysans : 30 % de la population active du Brésil, jusqu'à 60 % au Mexique (Chiapas), 30 % au Pérou, 42 % en Équateur, 60 % au Guatemala.

Les contradictions sociales sont flagrantes par exemple au Brésil où 1 % des propriétaires occupent 46 % des surfaces, tandis que 10 millions de paysans sont sans, ou avec trop peu de terre. Le monde rural connaît d'autres situations archaïques. Dans les pays andins subsistent trois paysanneries « ethniques », en dehors, ou dans l'orbite d'influence des grandes exploitations : les Indiens des sierras qui ont conservé une agriculture communautaire, les Noirs descendants des esclaves déportés pour les plantations, qui survivent sur les minifundios de caféiers et bananiers, et les Métis métayers des parcelles entourant les latifundios. Au Mexique les trois quarts des *ejidos* n'utilisent ni engrais, ni pesticides et ne bénéficient pas de l'irrigation. Tous ces mondes ruraux ont en commun l'inefficacité économique et le coût social, aggravé par la modernisation.

### -De nouveaux rapports à l'espace

L'exode rural se poursuit et conduit une partie des salariés agricoles à vivre en ville. Renvoyés d'anciens domaines où les machines les ont remplacés ils cherchent à ne pas trop s'en éloigner et édifient des bidonvilles dans les périphéries des petites villes les plus proches: C'est le cas des « boias frias » (« gamelles froides ») au Brésil : chaque jour s'il y a du travail on vient les chercher en camion. S'il n'y a pas de travail agricole les « boias frias » et leur famille peuvent toujours espérer un emploi temporaire sur un chantier en ville. Ainsi appartiennent-ils, de façon également précaire à l'espace rural et à l'espace urbain. Ailleurs, et en particulier en montagne, des « routes » étroites, et quelquefois temporaires, ont été tracées pour les tracteurs, les petits camions ou les taxis collectifs. Elles modifient les relations ville-campagne : la sierra peut plus facilement fournir, dans les États andins, l'alimentation et la main-d'oeuvre nécessaires aux villes. Les paysans quittent les terres hautes et l'assolement collectif pour les vergers irrigués 2 000 mètres plus bas, dans les vallées (Pérou).

### -Des adaptations agricoles diverses

L'Amérique latine est le plus gros producteur de narcotiques, beaucoup plus rémunérateurs pour les petits paysans que les cultures de substitution. Les 213 des feuilles de coca viennent du Pérou où elles représentent 15 à 45 % des exportations. En Bolivie elles fournissent 20 % du PIB. Il faut y ajouter la marijuana au Mexique, le pavot dans les régions amazoniennes des pays andins. Les États-Unis, premier marché de la drogue, ont échoué dans la destruction des cultures et dans celle des différents cartels dont les bénéficiaires sont blanchis, en partie, dans les huit places financières offshore des Caraïbes.

Mais l'innovation paysanne - sans recours au narcotraffic - peut être remarquable. Au Pérou, des agriculteurs devenus petits exploitants après le démantèlement des coopératives «inventent» un système d'association entre l'élevage qui fournit fumier, lait et veaux, et l'agriculture amendée: luzerne, maïs, coton, patate douce. Au Brésil, de microprojets soutenus par les ONG augmentent la productivité des minifundios du Nordeste. Au Mexique, la milpa (le champ, polyculture sur la moindre parcelle disponible), loin d'avoir disparu, fournit des surplus commercialisés. L'artisanat s'est adapté à la demande touristique et témoigne, au Mexique comme au Pérou, de la capacité à diversifier les sources de revenus.

## 3. Quel développement ?

### -Produire et vendre les aléas du marché

Partout les productions ont augmenté, soit par extension des terres cultivées soit grâce aux progrès de la productivité. En vingt ans, de 1974 à 1994 l'Argentine a multiplié par deux sa production de blé, avec des rendements supérieurs à ceux du Canada; le Mexique a doublé sa production de maïs, le Costa Rica et la Colombie leur production de café.

Des produits « nouveaux » ont effectué une percée remarquable sur le marché international : soja au Brésil, et davantage encore en Argentine, agrumes au Brésil et au Mexique.

L'intégration au marché international comporte des avantages : la viande bovine d'Argentine a bénéficié de la crise de « la vache folle » qui a rendu suspects les troupeaux européens. Les risques sont également nombreux : pour des raisons météorologiques (bonnes récoltes en Amérique du Nord ou en Europe qui saturent les marchés) et de manière structurelle par la concurrence des agricultures subventionnées aux États-Unis comme dans l'Union européenne. Cette orientation commerciale s'accompagne d'un échec alimentaire qui n'évite la sous-nutrition que par des importations massives de céréales.

#### -La recherche d'un nouvel équilibre

Pendant plusieurs décennies l'agriculture a été sacrifiée au développement industriel. C'est plus malgré les États qu'avec leur aide qu'une paysannerie « moyenne » émerge. Elle s'appuie sur des revenus non agricoles - c'est le cas de la moitié des familles paysannes de la vallée du Canete au Pérou - sur des contrats passés avec des firmes agroalimentaires (orge de brasserie dans la région de Cuzco), sur une polyculture vivrière accompagnée d'une culture commerciale (Honduras ou vallée centrale du Costa Rica). Mais la plupart du temps la logique dominante est celle de la concentration et les microfundios issus des réformes agraires sont considérés comme responsables des problèmes de production, et surtout de productivité. Pourtant on ne peut pas parler de crise agricole mais plutôt de la recherche d'un nouvel équilibre entre autonomie et dépendance des marchés, entre grandes propriétés et microfundios, entre exode rural et fronts pionniers, entre agriculture extensive et agriculture intensive. Cette recherche d'équilibre se fait aux dépens de la plupart des paysans, en particulier ceux des montagnes où les pratiques communautaires sont remises en cause et la surcharge démographique évidente. Beaucoup n'ont plus comme solution de survie que l'émigration, vers les villes, les États-Unis, ... ou la Guyane française.

#### -Des insuffisances sociales criantes

Ces mutations ont un lourd coût social. Elles produisent les paysans sans terre et les sous-prolétaires déracinés qui grossissent les bidonvilles urbains, elles ne vont pas souvent dans le sens d'un véritable développement. La réforme agraire s'est souvent confondue avec une distribution des terres sans mesures d'accompagnement comme l'éducation, le développement sur place d'activités d'amont (infrastructures) ou d'aval (premières transformations). Il semble bien que ni le long terme, ni l'écologie ne soient pris en compte.

On ne peut pas pour autant proposer un modèle - en particulier celui de l'agriculture des pays riches. Cependant, associée au dynamisme de certains petits exploitants (communauté de Jalisco au Mexique, Nordeste brésilien, au moins en partie) l'agriculture a pu amorcer une spirale de développement. Les pays du Nord en proposant, timidement il est vrai, un commerce équitable qui assure aux producteurs un niveau de vie décent, peuvent contribuer à renforcer cette dynamique.

## **Conclusion**